

En Angleterre la reconnaissance légale de la propriété littéraire ne se fit pas attendre comme en France. Le premier statut que nous trouvons sur ce sujet est le 9 Anne, c. 19, mais, comme nous l'avons vu plus haut, les droits d'auteurs existaient bien avant ce temps de droit commun. Par ce statut on établissait deux périodes, chacune de quatorze ans; dans la seconde, par une disposition très sage qui existe encore dans notre droit, tout privilège revenait, dans le cas d'aliénation, à l'auteur ou à ses représentants légaux. Donc la propriété littéraire devait durer pendant vingt-huit ans seulement. Deux autres statuts, les 41 Geo. III, c. 107, et 54 Geo. III, c. 156, furent ensuite passés sans modifier considérablement la législation antérieure. Enfin, en vertu du 5 et 6 Vict., ch. 45, les droits d'auteurs furent reconnus pour une période se terminant sept ans après la mort de l'écrivain, et devant durer au moins pendant quarante-deux ans depuis la première publication. Ce statut est encore en force dans le Royaume-Uni.

Je dois terminer ici ce premier article qui n'est après tout qu'une introduction, un peu longue peut-être, au sujet que j'ai entrepris de traiter. Cependant j'espère qu'on ne m'accusera pas d'avoir donné trop d'importance à ces idées préliminaires. S'il fallait m'autoriser d'un exemple illustre, je pourrais nommer le savant M. Renouard, qui, dans son livre sur les droits d'auteurs, a consacré tout un volume à l'exposé des principes que je viens d'énoncer en quelques pages. D'ailleurs, il faut bien l'avouer, de nos jours on est ordinairement un peu trop pressé, on entre en matière avant d'avoir bien précisé ce dont il s'agit, et il n'en résulte très souvent que confusion et même erreur. J'ai du moins la consolation de n'avoir rien fait pour mériter ce dernier reproche et dans un prochain article je m'efforcerai de faire comprendre le sens et la portée des lois qui, en notre pays, régissent la propriété littéraire.

P. B. MIGNAULT,
Avocat.